



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 28 août 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : la reprise économique continue à ralentir au mois de juillet

Politique monétaire : nouvelle baisse modeste des taux directeurs de la PBoC face aux difficultés économiques

PMI : en août, les indices PMI manufacturier officiel et de Caixin progressent, à respectivement 49,7 et 51, l'indice officiel demeurant en zone de contraction

Immobilier : la contraction dans ce secteur perturbe, et la reprise devient une vraie préoccupation

Finances publiques : de janvier à juillet, la Chine enregistre un déficit de 3 284 Mds RMB

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires continuent à augmenter en juillet, tandis que l'agrégat de masse monétaire diminue en montant absolu

Inflation : en juillet, l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a diminué de 0,3 % en g.a., l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue à se contracter, de 4,4% en g.a.

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 204 Mds USD fin juillet, en hausse mensuelle de 11 Mds USD (+0,35 %)

Banque et finance [\(ici\)](#)

Internationalisation du RMB : hausse de l'utilisation des lignes de swap de la PBoC

Immobilier : à l'été, défaut des grands groupes dans le secteur de l'immobilier et de la finance

Immobilier : reprise de la cotation de China Evergrande à la Bourse de Hong Kong

Marchés financiers : de multiples mesures mises en place pour stimuler les volumes de transaction

Marché boursier : les indices commencent à se rétablir après un mois d'août perturbé

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : baisse des exportations et des importations chinoises avec le reste du monde en juillet

Relations Chine-US : le gouvernement américain enlève 27 entités chinoises d'une liste noire

Relations Chine-US : première visite officielle de Gina Raimondo en Chine

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Huawei : le groupe de Shenzhen aurait mis en œuvre des solutions pour contourner les sanctions américaines et lancé un nouveau modèle de smartphone équipé de ses propres puces

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Environnement : 15 août 2023, 1^{ère} journée nationale de l'Écologie et publication du premier Blue Book sur les lignes rouges écologiques

Climat : Croissance record des émissions de CO₂ de 10 % en g.a. au Q2 2023

Energie : La Chine a construit 37 GW de nouvelles centrales à charbon sur le S1 2023

Energie : Réglementation visant à restreindre le développement de l'industrie carbochimique, jusqu'alors soutenue

Energie : Promotion du recyclage des déchets éolien et solaire

Climat : Pénalisation des fraudes aux données d'émissions carbone

Finance verte : la Climate Investment and Financing Alliance créée pour stimuler le financement des projets verts

Aviation civile, aéronautique et spatial [\(ici\)](#)

Industrie aéronautique : COMAC et le géant chinois des batteries CATL lancent une entreprise commune

Aviation civile : Rencontre à Bruxelles entre le vice-administrateur de la CAAC et le directeur aviation de la DG Move

Taiwan [\(ici\)](#)

Economie : Taiwan table désormais sur une croissance de 1,6 % en 2023

Balance de paiements : l'excédent du compte courant diminue de près de 9 % au T2 2023

Finances : l'exposition du secteur bancaire taiwanais en Chine enregistre une nouvelle baisse

Echanges bilatéraux : le commerce entre la France et Taiwan enregistre une légère baisse au cours du premier semestre 2023

Deux rives : les importations taiwanaises vers la Chine de polycarbonate soumises à des tarifs anti-dumping depuis le 15 août 2023

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : la reprise économique continue à ralentir au mois de juillet

En juillet 2023, les [ventes au détail](#) progressent de 2,5 % en g.a. (contre +3,1 en g.a. en juin). Hors automobile, les ventes progressent de 3,0 %, contre 3,7 % en juin. Les ventes d'automobile diminuent de 1,5 % (-1,1 % en juin), et continuent à peser négativement sur les ventes au détail totales. Les ventes dans le secteur de la restauration enregistrent une croissance de 15,8 % en g.a., contre 16,1 % en juin, et le rythme de reprise continue à ralentir pour ce secteur. Les ventes des produits de bureau et de culture (-13,1 % contre -9,9 % en juin), des matériels de construction et de décoration (-11,2 % contre -6,8 % en juin), et des bijoux (-10 % contre +7,8 % en juin) sont les catégories enregistrant les plus fortes baisses.

La croissance de l'investissement est de 3,4 % en g.a. de janvier à juillet (contre +3,8 % au S1) et enregistre une baisse continue depuis début de l'année. L'investissement privé continue à se contracter, et la divergence massive entre l'investissement public et privé continue à perdurer : l'investissement public progresse de 7,6 %, contre -0,5 % pour l'investissement privé (au S1, les taux étaient de 8,1 % et -0,2 % respectivement). L'investissement privé est en contraction depuis 3 mois consécutif.

La [production industrielle](#) (en valeur ajoutée), progresse de 3,7 % en g.a. en juillet (contre +4,4 % en juin). La croissance de l'industrie minière augmente de 1,3 % (contre +1,5 % en juin), et celle de la production et distribution énergétique progresse de 4,1 %, (contre +4,9 % en juin). La croissance de l'industrie manufacturière augmente de 3,9 % (contre +4,8 % en juin). Le secteur automobile enregistre une croissance de 6,2 % en valeur ajoutée, contre +8,8 % en juin. En nombre d'unité produite, le secteur s'enregistre une baisse de 3,8 %, contre +0,8 % en juin. La croissance de la production de véhicules à énergie nouvelle (VEN) en unité augmente de 24,9 %, contre +27,6 % en juin.

Le [taux de chômage](#) urbain officiel en juillet est de 5,3 %, contre 5,2 % en juin. A partir de juillet, le NBS ne publie plus les taux de chômage par tranche d'âge.

NB : Le taux de chômage urbain, le seul publié par les autorités, ne reflète que partiellement la réalité du marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail. Certaines estimations portent à 50% la part de la population active du pays exclue des statistiques.

Politique monétaire : nouvelle baisse modeste des taux directeurs de la PBoC face aux difficultés économiques

Dans un contexte d'activité économique décevante, la banque centrale chinoise a baissé ses principaux taux directeurs. Il s'agit de la deuxième baisse en moins de deux mois, après les baisses mises en œuvre durant la seconde moitié du mois de juin ([Voir les brèves de la semaine du 19 juin 2023](#)). Avant cela, la précédente baisse de taux datait du mois d'août 2022.

Dans le détail, le [15 juin](#) la PBoC a baissé son taux directeur de court terme (taux de *reverse repo* à 7 jours) de 10 points de base (soit de 1,9 % à 1,8 %), ainsi que son taux directeur de moyen terme des opérations de MLF (*Medium-term Lending Facility*) à 1 an, de 15 points de base (de 2,65 % à 2,5 %).

Le [21 août](#), la PBoC a poursuivi sa politique d'assouplissement monétaire, avec l'annonce d'une diminution de 10 points de base du taux de référence *loan prime rate* (LPR) à 1 an, qui atteint désormais 3,45 %. Le LPR à 5 ans est en revanche laissé inchangé, à 4,2 %. Pour rappel, en juin, les deux LPR avaient été baissé de 10 points de base.

L'assouplissement est inférieur aux attentes du consensus, qui attendait des baisses de 15 points de base, sur les LPR à 1 an et 5 ans. L'absence de baisse du LPR à 5 ans (utilisé comme référence pour les prêts hypothécaires) envoie un signal contrasté dans le contexte de difficultés prolongées du secteur immobilier.

PMI : en août, les indices PMI manufacturier officiel et de Caixin progressent, à respectivement 49,7 et 51, l'indice officiel demeurant en zone de contraction

L'indice PMI manufacturier [officiel](#) publié par le NBS progresse pour le mois d'août, et s'établit à 49,7 (après 49,3 en juillet), mais demeure en zone de contraction pour le cinquième mois consécutif. Dans le détail, la modeste progression procède principalement de l'amélioration des sous-indices de la production (de 50,2 à 51,9), des nouvelles commandes (49,5 à 50,2), du prix d'achat des matières premières (de 52,4 à 56,5 en août), des prix d'usine (de 48,6 à 52). Le sous-indice de l'emploi est stable et demeure en zone de contraction, à 48. A noter que les sous-indices des grandes, moyennes et petites entreprises progressent de façon assez uniforme, à respectivement 50,8, 49,6 et 47,7. Le NBS ne publie pas le détail de la composition de l'échantillon en termes de taille d'entreprises.

L'indice PMI non manufacturier [officiel](#) reste en zone d'expansion, mais continue à diminuer, à 51 (contre 51,5 en juillet). L'indice du secteur de service diminue à 50,5 (contre 51,5 en juillet), mais celui du secteur de la construction progresse, à 53,8 (contre 51,2 en juillet). S'agissant des sous-indices, celui des nouvelles commandes diminue à nouveau et s'établit à 47,5. Le sous-indice de l'emploi est stable, à 46,8.

Le PMI manufacturier [Caixin](#) s'élève à 51, contre 49,2 en juillet. Il repasse en zone d'expansion après seulement 1 mois en zone de contraction, témoignant d'une amélioration relative des perspectives du secteur manufacturier. Dans le détail, la hausse s'explique par le retour en zone d'expansion du sous-indice de la production et de celui des nouvelles commandes. Ce dernier reflète une amélioration des perspectives domestiques, alors que le sous-indice des commandes à l'exportation demeure en zone de contraction dans le contexte de ralentissement du commerce extérieur chinois. A noter également, le sous-indice de l'emploi enregistre une progression marquée, et se situe au plus haut depuis 2010 d'après Caixin, qui ne communique pas le niveau des sous-indices.

L'indice PMI Caixin pour le secteur des services n'est pas encore publié.

N.B. Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., utilise un échantillon plus petit (500 entreprises) que le PMI officiel publié par le NBS (3000 entreprises), et inclut plus de petites et moyennes entreprises, plutôt privées, avec une plus grande part d'entreprises exportatrices situées dans les régions côtières. Il arrive donc régulièrement que les deux indices divergent.

Immobilier : la contraction dans ce secteur perturbe, et la reprise devient une vraie préoccupation

Dans le secteur d'immobilier, les investissements, les ventes et les prix continuent à poser des inquiétudes au mois de juillet pour la reprise économique, des mesures administratives plus fortes sont attendues par le marché.

En juillet, les [investissements immobiliers](#) se contractent de 8,5 % en g.a. (contre une contraction de 7,9 % en juin). Pour l'immobilier résidentiel, la contraction est de 7,6 % (contre -7,3 % en juin).

S'agissant des [ventes immobilières](#), en termes de superficie vendue, elles se contractent en juillet de 6,5 % en g.a. (contre -5,3 % en juin). Les ventes pour l'immobilier résidentiel se contractent de 4,3 %, contre -2,8 % en juin). En termes de chiffre d'affaires, les ventes totales diminuent de 1,5%, contre +1,1 % en juin (tandis que les ventes de logements en juillet augmentent de 0,7 %, après +3,7 % en juin).

S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs diminue de 7,1 % en juillet, (contre -6,9 % en juin). La superficie des logements achevés progresse cependant de 20,8 %, après +18,5 % en juin.

Indicateur de suivi de la crise que traversent les promoteurs immobiliers, Les [fonds dont ils disposent](#) (toutes sources de financement confondues) sont en contraction de 11,2 % de janvier à juillet, (contre une contraction de 9,8 % au premier semestre). Néanmoins, la difficulté de refinancement pour la plupart des entreprises immobilières a créé une crise fatale de liquidité même pour les géants du secteur, et certaines sont déjà en risque de défaut.

Concernant les [prix immobiliers](#) communiqués par le NBS, ils sont en baisse ou restent stable en juillet d'un mois sur l'autre dans la plupart des 70 principales villes du pays pour le neuf (50 villes), et dans la grande majorité pour l'ancien (64 villes). En glissement annuel, les villes enregistrent majoritairement des baisses de prix (avec une hausse dans respectivement 26 et 5 villes pour le neuf et l'ancien).

Au niveau agrégé, les prix des villes de rang 1 (c'est-à-dire Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen) augmentent de 1,0 % dans le neuf et diminuent de 1,4 % dans l'ancien. Dans les villes de rang 2, les prix dans le neuf augmentent de 0,2 % tandis que ceux dans l'ancien diminuent de 2,7 %. Pour les villes de 3^{ème} rang, les baisses sont de 1,5 % dans le neuf et de 3,5 % dans l'ancien.

Finances publiques : de janvier à juillet, la Chine enregistre un déficit de 3 284 Mds RMB

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale. Seul le deuxième compte public (qui recense les opérations des fonds gouvernementaux) est également mentionné ici.

De janvier à juillet, la Chine enregistre [un déficit public](#) au niveau de ses deux premiers comptes publics de 3 284 Mds RMB (418 Mds EUR, taux de change : 7,85 au 31 juillet), contre un déficit de 3 441 Mds RMB (438 Mds EUR) en juin. Le déficit public s'est ainsi résorbé en juillet, notamment sous l'effet d'une réduction des exemptions et reports de TVA mises en œuvre l'année dernière.

Dans le détail du premier compte public, les recettes publiques s'établissent sur la période à 13 933 Mds RMB (1 775 Mds EUR), en hausse de 11,5 % en g.a. (contre +13,3 % en juin). Les recettes du gouvernement central (45,8 % du total) sont en hausse de 11,2 % en g.a., et celles des gouvernements locaux progressent de 11,8 %. Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 14,5 % en g.a., tandis que les recettes non-fiscales diminuent de 2,3 % (le ministère des finances ne détaille pas la composition des recettes non-fiscales). En particulier, parmi les recettes fiscales, les recettes de TVA domestiques augmentent de 84,2 % en g.a. L'année dernière, pour lutter contre les effets négatifs sur l'économie apporté par le covid, une politique massive de report du versement de la TVA par les entreprises avait été mise en œuvre pour les soutenir. La politique a été progressivement levée après la réouverture. Les taxes sur la consommation (qui portent sur les produits tels que le tabac, l'alcool, les carburants, etc.) diminuent de 10,6 % en g.a., les recettes de TVA et les taxes sur la consommation pour l'importation diminuent quant à elle de 8,9 %. Les recette de l'impôt sur les sociétés diminuent de 7,4 %.

Les dépenses publiques sur la période s'établissent à 15 162 Mds RMB (1 931,5 Mds EUR), en hausse de 3,3 % en g.a. (contre +3,9 % en juin). Les hausses les plus importantes concernent notamment les dépenses de sécurité sociale et d'emploi (+7,3 % en g.a.), de santé (+5,8 %), de remboursement de la dette (+4,5 %), et d'éducation (+4,7 %).

Sur ce premier compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le ministère des finances), la Chine enregistre donc un déficit de 1 229 Mds RMB (156,5 Mds EUR).

Du côté du deuxième compte public, la Chine enregistre une baisse de 14,3 % en g.a. (contre -16 % en juin) des revenus des fonds gouvernementaux de janvier à juillet, à 2 860 Mds RMB (364 Mds EUR), tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public). Ces derniers sont toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier : les recettes liées à la cession des droits d'usage des terrains (qui représentent 86,7 % des recettes des fonds locaux, et 80 % des recettes des fonds au niveau national) sont toujours en forte baisse de 19,1 % en g.a. (contre -20,9 % en juin). Les dépenses des fonds sont en baisse de 23,3 % en g.a. (contre -21,2 % en juin), à 4 915 Mds RMB (626 Mds EUR), tirées aussi par la contraction des dépenses liées à la cession des droits d'usage des terrains pour les gouvernements locaux, qui enregistrent une baisse de 20,4 % en g.a. Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 2 055 Mds RMB (262 Mds EUR).

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires continuent à augmenter en juillet, tandis que l'agrégat de masse monétaire diminue en montant absolu

La croissance de l'encours de financement de l'économie (« *Total social financing* », TSF) au mois de juillet s'établit à 8,9 % en g.a. (contre 9 % en juin), cet encours s'établissant à 365 770 Mds RMB.

Cette évolution est due à la hausse de l'encours des prêts bancaires en RMB, le composant principal du TSF (avec 62,6 % du total), dont la croissance en juillet s'établit à +11 % en g.a. (contre +11,2 % en juin). Les banques ont accordé 345,9 Mds RMB de nouveaux prêts en juillet, en baisse par rapport à l'année dernière (-349,8 Mds RMB). Dans le détail :

- i) Les crédits bancaires aux entreprises à moyen et long terme augmentent en juillet de 271,2 Mds RMB, montrant que les autorités continuent de mobiliser l'octroi de crédit pour soutenir l'économie.

- ii) Les nouveaux crédits bancaires aux ménages à moyen et long terme (notamment les prêts hypothécaires) diminuent de 67,2 Mds RMB en juillet.

En plus, l'encours des obligations gouvernementales augmente de 10,1 % en g.a., égale qu'en juin, tandis que celle des obligations d'entreprises continue à ralentir (-0,4 % en g.a. en juillet et en juin également). Autrement, l'encours des actions des entreprises domestiques non financières augmente de 10,6 % en g.a., après +11,4 % en juin.

En juillet, [l'agrégat de masse monétaire](#) M2 croît de 10,7 % en g.a. (contre +11,3 % en g.a. en juin). L'agrégat M1 croît de +2,3 % en g.a. (contre +3,1 % en g.a. en juin). Les deux agrégats ont diminué légèrement par rapport au mois précédent et l'écart entre M2 et M1 reste stable. Les dépôts des ménages à long terme diminuent brutalement de 809,3 Mds RMB en juillet. La diminution est liée à la baisse du taux de dépôt et la vague de remboursement des prêts immobiliers. La diminution de l'encours des dépôts en RMB s'élève à 1 120 Mds RMB, contre une croissance de 3 710 Mds RMB en juin.

Inflation : en juillet, l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a diminué de 0,3 % en g.a., l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue à se contracter, de 4,4% en g.a.

Selon le Bureau National des Statistiques (NBS), la croissance de [l'IPC](#) s'établit à -0,3 % en juillet en g.a. (contre 0 % en juin, la dernière fois que cet indice a été négatif était en février 2021). En glissement mensuel, l'IPC enregistre une hausse de 0,2 %. Sur janvier à juillet, l'IPC augmente de 0,5 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Les prix alimentaires baissent de 1,7 %, contre +2,3 % en juin ; ils se contractent de 1,0 % en glissement mensuel. Dans le détail, le prix du porc a fortement diminué, de 26 %, contre -7,2 % en juin ; tandis que les prix des viandes rouges ont diminué de -14 %. Le prix des légumes frais, qui a progressé de 10,8 % en juin, a diminué en juillet de 1,5 %. L'indice des prix non alimentaires n'a pas évolué en juillet, contre une baisse de 0,6 % en juin ; et il progresse de 0,5 % en glissement mensuel. En particulier, le prix des carburants du transport a baissé de 13,2 % (contre -17,6 % en juin) et le prix des moyens du transport a baissé de -4,4 % (contre -4,3 % en juin).

L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et alimentaires) du juillet progresse de 0,8 % en g.a., contre 0,4 % en juin.

En juillet, [l'IPP](#) continue à se contracter, de 4,4 % en g.a. (contre une contraction de 5,4 % en mai). En glissement mensuel, il diminue de 0,2 %. La contraction se réduit grâce à une amélioration de demande dans certains secteurs et les fluctuations des prix internationaux des marchandises. Le prix des moyens de production continue à se contracter, de 5,5 % en g.a. (contre -6,8 % en juillet, et en glissement mensuel, il se contracte de 0,4 %), tandis que le prix des matières premières se contracte de 7,6 %, contre -9,5 % en juin. Le prix d'extraction s'enregistre toujours une baisse significative, de 14,7 % en g.a. (contre -16,2 % en juin).

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 204 Mds USD fin juillet, en hausse mensuelle de 11 Mds USD (+0,35 %)

Selon la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE), [les réserves de change](#) de la Chine s'établissent à la fin du mois de juillet à 3 204 Mds USD (contre 3 193 Mds USD fin de juin), soit une hausse modeste de 0,35 % sur le mois (+11 Mds USD). En unité SDR (Special Drawing Rights), le montant des réserves s'élève à 2 386 Mds (contre 2 401 Mds fin de juin).

Selon la SAFE, cette évolution est encore attribuable en majorité aux facteurs non transactionnels, c'est-à-dire l'évolution des politiques monétaires des principales puissances économiques, les indicateurs de macroéconomie globale, ainsi que la volatilité de valorisation des actifs financiers dans lesquels sont investies les réserves. Sur le mois de juillet, l'indice du dollar (indice DXY, qui mesure l'évolution de la monnaie américaine par rapport à un panier de devises majeures) a modérément reculé (-1,0 %), favorisant légèrement la valorisation des actifs libellés dans les autres devises. Le rendement des bons du Trésor américain (dans lesquels seraient investi environ un quart des réserves chinoises, estimation fondée sur les [données officielles](#) américaines pour le mois de janvier) a progressé de 3,6 % sur le mois de juillet (de 3,87 % à 4,01 %), conduisant à une hausse de leur prix. Pour rappel, la répartition des actifs composant les réserves de change chinoises demeure confidentielle.

Par ailleurs, les données de la SAFE indiquent que les réserves en or (comptabilisées séparément des réserves de change) ont augmenté de 23 tonnes sur le mois, et s'établissent à 2 136 tonnes fin juillet. En principe, les réserves en or ont augmenté pour 9 mois consécutivement.

L'ensemble des réserves officielles chinoises incluent les réserves de change, les réserves en or, les réserves de SDR, ainsi que les avoirs auprès du Fonds monétaire international (FMI) et les « autres actifs de réserves » (les trois dernières catégories représentant une part marginale du total, en total à 1,8 % fin juillet). Depuis octobre dernier, point de départ du cycle actuel de hausse du stock d'or (+188 tonnes jusqu'à présent, soit une hausse de 9,7 %), la part de l'or dans les réserves officielles chinoises représente par conséquent 3,98 % (passant de 3,84 % en juin), en grande partie sous l'effet de la valorisation des actifs liquides.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Internationalisation du RMB : hausse de l'utilisation des lignes de swap de la PBoC

Le rapport de la PBoC sur la mise en œuvre de la politique monétaire au deuxième trimestre, [publié](#) le 18 août, indique que l'utilisation par des pays tiers des lignes de swap avec la banque centrale chinoise atteignait fin juin dernier un encours de 115 Mds CNY (14,5 Mds EUR), soit 6 Mds CNY de plus qu'à la fin du mois de mars 2023. Il s'agit du 4^{ème} trimestre consécutif de hausse de cet encours.

La banque centrale chinoise a conclu des accords de swap avec 40 pays et régions, pour un montant total combiné de 4 000 Mds CNY (500 Mds EUR), d'après les données [officielles](#) à fin 2021. Traditionnellement, les accords de swap entre banques centrales sont utilisés comme un outil de stabilité financière, en permettant à une banque centrale nationale de fournir des devises étrangères aux acteurs financiers de son pays en cas de crise de liquidité dans cette devise, et servent ainsi de filet de sécurité. Les lignes de swap chinoises, dont l'utilisation demeure opaque, seraient toutefois également mobilisées par certains pays pour combler certains besoins de leurs balances des paiements. Dans un [article](#) publié en mars, plusieurs chercheurs les présentent notamment comme un outil de sauvetage mobilisé par la Chine pour venir en aide à des pays en difficulté.

L'Argentine, l'un des principaux pays bénéficiant de ce soutien de la PBoC, a à deux reprises (en juin et juillet) [utilisé](#) les fonds fournis par la PBoC pour rembourser des échéances dues au Fonds Monétaire International (FMI), pour un montant en yuans représentant environ 2,8 Mds USD.

Immobilier : à l'été, défaut des grands groupes dans le secteur de l'immobilier et de la finance

Le 31 juillet, Country Garden, le premier promoteur immobilier privé en Chine depuis la chute d'Evergrande, a fait une communication sur les états financiers du premier trimestre 2023, avec une estimation de perte entre 45 et 55 Mds RMB. Le 7 août, le groupe a échoué à payer les intérêts des deux obligations 'offshore' en USD (principal de 500M USD chacune), qui somment à 22,5M USD (soit 162M RMB). Avec seulement un mois de délai de grâce, l'entreprise est sur le point de faire formellement défaut. L'annonce a fait chuter le prix de l'action et a incité les créanciers privés à vendre abondamment leurs obligations.

En conséquence, la crise de liquidité s'aggrave pour Country Garden, et en parallèle pour tout le secteur, du fait de la chute des ventes. Au premier semestre, les ventes pour les 100 premiers promoteurs ont diminué de 4,7% en g.a., alors que les ventes au juillet ont diminué de 33,1% en g.a, occasionnant de graves problèmes de liquidité.

Le 14 août, 11 obligations nationales de Country Garden sont suspendues en attendant de la tenue d'une assemblée des créanciers. Le projet de réorganisation pour une obligation nommée '16Biyuan05' a été sorti le même jour. Selon le projet, cette obligation sera prolongée de trois ans, seulement le paiement d'intérêt sera assuré à l'échéance prévue initialement. Le remboursement du principal se déroule comme suit : 6% sera payé pendant les trois mois après l'échéance, soit 2% chacun ; 10% sera payé en septembre 2024 (12 mois après l'échéance) ; 15% sera payé en septembre 2025 ; 25% sera payé en mars 2026 ; et le 44% restant sera payé en septembre 2026. '16Biyuan05' a été traité en premier du fait de l'imminence de l'échéance, mais aussi parce qu'il s'agit d'un panda bond émis par une entité étrangère appartenant à Country Garden.

Les experts supposent que la réorganisation pour les autres obligations sera similaire. En total, le groupe a émis d'environ 94,6 Mds RMB des obligations à l'étranger et au domestique, de 72,1 Mds et 22,5 Mds respectivement. Les 11 obligations suspendues s'élèvent à 15,7 Mds RMB au montant total.

Dans le secteur financier, ZRT, (ZhongRong Trust, un des premiers *trust funds* en Chine), une filiale financière au sein de ZEG (Zhongzhi Entreprise Group, qui détient 67,69% de ZRT), a été aussi impliqué dans plusieurs défauts au mois d'août.

Le 18 août, Jingfang Energy (le premier fournisseur du chauffage de Pékin) a publié un communiqué signalant le non paiement du principal et des bénéfiques d'un produit acheté auprès de ZRT, avec un risque de non remboursement à 100 %. Le montant est de 30 M RMB, avec une date d'échéance le 17 août. Par ailleurs, l'entreprise détient 3 autres produits de fiducie en attente de rachat auprès de ZRT, dont le montant total s'élève à 90 M RMB. Deux produits arriveront à l'échéance en septembre et le troisième en janvier prochain.

Le 12 août, KBC (The Carbon-Carbon Corporation, une entreprise qui fabrique et vend les matières complexe de carbone basée à Hunan) a communiqué que ZRT a échoué de rembourser deux produits financier, avec un montant total du principal de 60 M RMB et des intérêts de 4,26 M RMB. Le même jour, Nacity Service (un développeur d'immobilier et fournisseur de service dans le domaine basé à Zhejiang) a publié une nouvelel similaire (30 M RMB dûs le 8 août). De même, le 5 août, pour XianHeng International (un grand fournisseur de service MRO basé à Hangzhou, Zhejiang) (principal de 20 M RMB, 2,57 M restant à rembourser).

Beaucoup d'entreprises listées ont continué à acheter les produits émis par ZRT cette année, certaines ayant annoncé ne pas avoir eu de problème de remboursements.

Le 22 août, deux entreprises de plus ont déclaré que ZRT était en défaut de paiement, et ZRT a arrêté certaines de ses opérations, en admettant connaître un problème de liquidité.

Immobilier : reprise de la cotation de China Evergrande à la Bourse de Hong Kong

Le 28 août 2023, China Evergrande a repris sa cotation à la Bourse de Hong Kong (HKSE) suspendue pendant un peu plus de 17 mois depuis le 21 mars 2022. Selon les réglementations du HKSE, une action dont les transactions sont suspendues pendant 18 mois risque d'être radiée. Le cours de l'action du groupe a chuté de plus de 86% dès l'ouverture de la bourse pour s'établir à 0,22 HKD contre 1,65 HKD juste avant la suspension, et sa capitalisation à environ 2,9 Mds HKD contre 21,8 HKD. Le cours de l'action avait baissé de 78,79% à la clôture, reflétant un grand manque de confiance des investisseurs dans l'avenir du groupe.

Le risque de radiation a été temporairement levé et le passif total d'Evergrande s'est réduit ces derniers mois. Pourtant, China Evergrande reste toujours en situation d'insolvabilité. A la veille de sa remise à la cotation, China Evergrande a publié son rapport financier pour le premier semestre 2023 : au 30 juin, le passif total du groupe était de 2388 Mds CNY (-2% par rapport à la fin 2022) contre un actif total de 1744 Mds CNY. En outre, le groupe a enregistré un bénéfice brut semestriel de 9,8 Mds CNY pour un revenu total de 128 Mds CNY et une perte nette totale de 39,25 Mds CNY. Certains experts indiquent que la plupart des nouveaux revenus pourraient provenir d'une forme de manipulation comptable.

Selon les règles du HKSE, une société pourrait être radiée de la cote si le cours de son action à la clôture est toujours inférieur à 0,25 HKS pendant 30 jours ouvrés consécutifs. Le risque de radiation du groupe n'est donc pas complètement exclu.

Marchés financiers : de multiples mesures mises en place pour stimuler les volumes de transaction

Le 27 août, le Ministère des finances et l'Administration nationale des impôts ont publié une « Annonce sur la réduction de moitié du droit de timbre pour les transactions en valeurs mobilières », dans un contexte où le volume des transactions boursières ne cesse de baisser depuis le second semestre cette année. Il s'agit de la première réduction depuis 15 ans. Cette mesure a été mise en œuvre à partir du 28 août. Pour mémoire, le droit de timbre sur les transactions boursières en Chine a été augmenté deux fois et abaissé sept fois depuis 1990. Les résultats montrent que les révisions à la baisse qui ont simulé le marché à court terme ont eu très peu d'impact sur le marché à long terme. Cette réduction du droit de timbre ne devrait pas non plus avoir d'impact majeur sur les recettes fiscales, dont elles représentent environ 1% depuis 2002, à l'exception du mois d'août 2007 (10,25%) et de juin 2015 (3,06%).

Parallèlement, la *China Securities Regulatory Commission* (CSRC) a publié un article encadrant les ventes de titres : I) « encourager » à ne pas vendre ou prolonger la durée de conservation des actions et contrôler strictement la réduction totale de participations, « guider » les actionnaires à suivre un rythme de réduction des participations « raisonnable » en fonction de l'évolution du marché. II) exiger de l'actionnaire majoritaire ou du contrôleur effectif d'une société cotée de ne pas réduire ses participations via le marché secondaire dans une situation où a) le cours de son action est tombé en dessous du prix d'émission initial ou de la valeur de son actif net par action (每股净资产价值) ou b) la société n'a pas distribué de dividendes en espèces au cours des trois dernières années ou le montant cumulé des dividendes en espèces est inférieur à 30% du bénéfice net annuel moyen des trois dernières années. Il est à noter que le refinancement des sociétés immobilières cotées n'est pas soumis aux restrictions sur le cours de son action ou sur ses pertes.

La CSRC a également souligné que le rythme d'introduction en bourse serait ralenti périodiquement afin d'équilibrer les investissements (en actions) et les financements, contribuant par conséquent à stabiliser le marché boursier.

Dernièrement, les bourses de Shanghai, Shenzhen et Pékin ont réduit les montants nécessaires aux achats à découvert (le montant de la caution passant de 100 % à 80 % de la valeur du titre concerné). Cet ajustement sera mis en œuvre après la clôture du marché le 8 septembre.

En outre, une trentaine de sociétés de valeurs mobilières ont baissé leurs commissions à partir du 28 août, ce qui pourrait générer un bénéfice annuel d'environ 6,6 Mds CNY pour les investisseurs, selon une analyse de Guotai Junan sur la base du volume des transactions boursières en 2022.

Marché boursier : les indices commencent à se rétablir après un mois d'août perturbé

Le mois d'août a été difficile pour les marchés boursiers en Chine, les différents indices ayant traversé des baisses consécutives semaine par semaine. Ils ont pour la plupart connu cet été un plus bas annuel. Fin août, les autorités ont lancé de nombreuses mesures afin de dynamiser le marché financier (voir *supra*) ayant permis une reprise à court terme. La plus forte baisse se trouve être la bourse de Pékin, avec une diminution de 14,8 % par rapport au début de l'année, suivi par le ChiNext de Shenzhen, diminué de 10,5 %.

S'agissant du *stock connect*, les sorties nettes de capitaux dans les marchés ont été continues au mois d'août, à 15,7 Mds RMB cette semaine, et pour les trois semaines précédentes, à 22,4 Mds, 29,1 Mds, et 25,6 Mds respectivement.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 28 août et 1 septembre	2,2%	2,3%	3,3%	2,9%	7,4%	6,4%
Entre le 21 et 25 août	-2,0%	-2,2%	-3,2%	-3,7%	-3,8%	-6,0%
Entre le 14 et 18 août	-2,6%	-1,8%	-3,2%	-3,1%	-3,7%	-2,9%
Depuis le 1er août	-5,6%	-4,8%	-6,4%	-6,1%	-3,5%	-5,7%
Depuis le 1er janvier	-2,1%	1,4%	-5,0%	-10,5%	-2,6%	-14,8%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : baisse des exportations et des importations chinoises avec le reste du monde en juillet

- **-15,4 % en g.a. à 281,8 Mds USD pour les exportations de biens en juillet** après une baisse de 13,9 % en juin. Cette baisse s'explique par un effet de base (les exportations avaient augmenté de 17,8 % en g.a. en juillet 2022), la dégradation de la conjoncture internationale, un effet prix du fait de la baisse du cours des matières premières ainsi que par la relative dépréciation du yuan (7,17 USD/CNY fin juin 2023 contre 6,8 USD/CNY un an plus tôt).

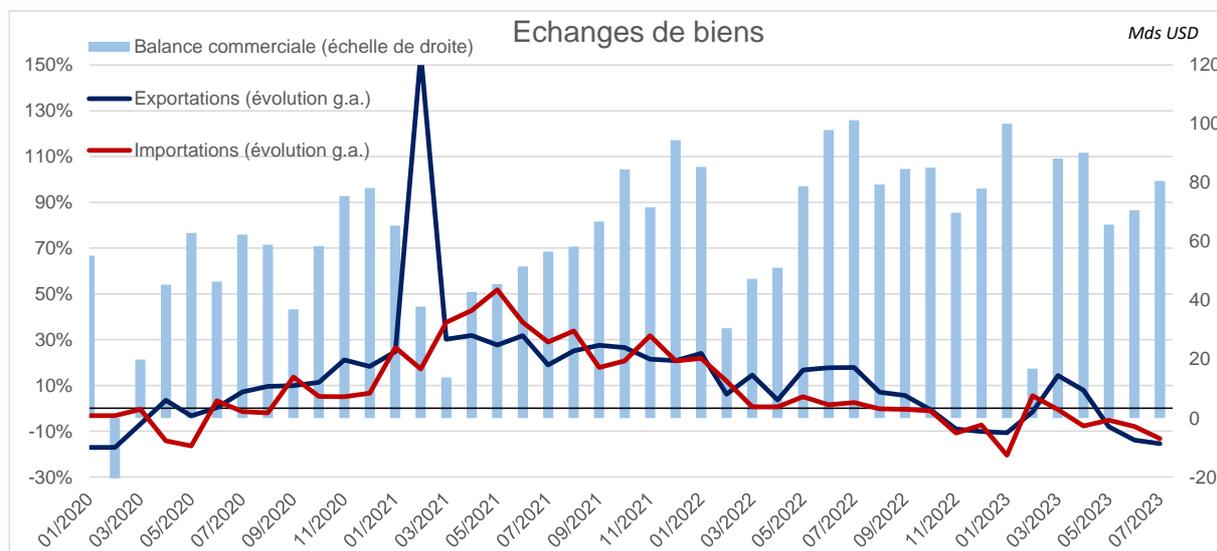
Les exportations ont baissé vers l'ensemble des principaux clients de la Chine, dont l'UE (-20,6 % à 42,4 Mds USD, du fait de la baisse des exportations de 24,1 % à 8,5 Mds USD vers l'Allemagne et de -13,1 % à 3,8 Mds USD vers la France), l'ASEAN (-21,4 % à 41,8 Mds USD), les États-Unis (-23,1 % à 42,3 Mds USD), Hong Kong (-8,5 % à 21,6 Mds USD), et le Japon (-18,4 % à 12,9 Mds USD). Elles ont augmenté vers la Russie (+51,8 % à 10,3 Mds USD).

Les exportations de produits mécaniques et électriques (-11,9 % à 163,1 Mds USD, -14,7 % à 10,8 Mds USD pour les circuits intégrés), de produits technologiques (-18,1 % à 67,2 Mds USD), l'habillement (-17,9 % à 11,2 Mds USD), d'acier et de fer (-40,9 % à 6,3 Mds USD), et de produits agroalimentaires (-5,6 % à 8,1 Mds USD) sont en baisse. Les ventes de voitures (+83,3 % à 8,8 Mds USD) enregistrent une forte hausse.

- **-8,0 % en g.a. à 201,2 Mds USD pour les importations de biens depuis le reste du monde en juillet**, après -8 % également en juin. Les importations ont baissé en provenance de l'ASEAN (-11,2 % à 30 Mds USD), de Taiwan (-14,4 % à 16,9 Mds USD), des États-Unis (-11,2 % à 12,0 Mds USD), et du Japon (-14,7 % à 13,4 Mds USD). Les importations chinoises diminuent aussi depuis l'UE (-3 %, à 13,3 Mds USD), avec une légère progression des importations depuis la France (+1,4 %, à 3 Mds USD) et une baisse des importations en provenance d'Allemagne (-5,5 %, à 9 Mds USD). Les importations chinoises ont par ailleurs enregistré des baisses pour celles en provenance d'Australie (-10,9 %, à 12,5 Mds USD), de Russie (-8,1 %, à 9,2 Mds USD), mais une hausse pour les importations en provenance du Brésil (+4,7 % à 10,8 Mds USD).

La baisse des importations de produits électriques et mécaniques (-11,3 % à 76,8 Mds USD, notamment du fait de la baisse de 16,7 % à 28,7 Mds USD des importations de circuits intégrés), de produits *high-tech* (-11,7 % à 56,5 Md\$), et de pétrole (-20,8 % à 23,9 Mds USD) n'a pas été compensée par la hausse modeste des importations de certaines matières premières, telles que le gaz naturel (+2,7 % à 4,9 Mds USD), et le charbon (+2,2 % à 3,9 Mds USD).

- **L'excédent commercial chinois s'est élevé à 80,6 Mds USD en juillet**, en baisse (-20,4 %) par rapport à juillet 2022 (101,3 Mds USD). Sur les 7 premiers mois de l'année, l'excédent commercial est en hausse de 4 % par rapport à la même période en 2022.



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juillet 2023 (Source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	3 400,2	-6,1 %
Exportations chinoises	1 944,9	-5 %
Importations chinoises	1 455,3	-7,6 %
Balance commerciale	489,6	Augmentation de la balance commerciale de 16,4 Md\$

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-juillet 2023 (Source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	214,6	17,1	-6,21 %
Union européenne	164,5	13,1	-1,7 %
dont Allemagne	63	5	-3,5 %
dont France	22,3	1,8	+12,5 %
Taiwan	108,7	8,7	-23,8 %
États-Unis	100	8,0	-4,5 %
Australie	91,8	7,3	+10,5 %
Japon	91,2	7,3	-16,6 %
Corée du Sud	90,1	7,2	-24,7 %
Russie	71,1	5,7	+17,3 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-juillet 2023 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	311,8	18,5	-1,6 %
Union européenne	301,7	17,9	-8,8 %
dont Allemagne	60,7	3,6	-11,9 %

dont France	25,0	1,5	-9,8 %
États-Unis	285,8	16,9	-17,8 %
Hong Kong	148,5	8,8	-11,2 %
Japon	92,6	5,5	-6,9 %
Corée du Sud	89,1	5,3	-7,1 %
Russie	62,8	3,7	+72,8 %

- **Le commerce bilatéral avec la Russie enregistre une nouvelle hausse marquée en juillet** (+16,1 % en g.a. à 19,5 Mds USD, après +41,2 % en juin, +20,6 % en mai). Les importations depuis la Russie diminuent de 8,1 % (à 9,2 Mds USD) en juillet, inversant la tendance à la forte hausse qu'elles enregistraient depuis le mois de mai 2022 (+15,7 % en g.a. au mois de juin 2023). Les exportations chinoises vers la Russie continuent cependant de fortement augmenter en juillet (+51,8 %, à 10,3 Mds USD), après une hausse de 90,9 % en g.a. le mois précédent.

Relations Chine-US : le gouvernement américain enlève 27 entités chinoises d'une liste noire

Le 21 août, le bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce des Etats-Unis [a annoncé](#) la suppression d'une trentaine d'entités – dont 27 chinoises¹, de sa *Unverified List (UVL)*², à la suite de vérification effective des utilisations finales des exportations américaines à destination de ces entités.

Cette annonce a été faite un jour avant l'annonce de la visite officielle de la secrétaire du Commerce Gina Raimondo en Chine (voir la brève suivante).

Le porte-parole du ministère chinois du Commerce [a salué](#) cette décision américaine, en indiquant qu'elle est « bénéfique pour les activités commerciales normales entre les entreprises chinoises et américaines et s'aligne sur les intérêts communs des deux parties ».

¹ "Beijing PowerMac Company;" "Beijing SWT Science;" "Beijing Zhonghehangxun Technology;" "Chongqing Xinyuhang Technology Co., Ltd.;" "Dandong Center for Food Control;" "DK Laser Company Ltd.;" "Guangdong Guanghua Sci-Tech Co.;" "Guangzhou GRG Metrology & Test (Beijing) Co., Ltd.;" "Gucheng Xian Fengxin Titanium Alloy;" "Hunan University;" "Jialin Precision Optics (Shanghai) Co., Ltd.;" "Jinan Bodor CNC Machine Co., Ltd.;" "Lishui Zhengyang Electric Power Construction;" "Luoyang Weimi Optics;" "Nanchang University;" "Nanjing Gova Technology Co., Ltd.;" "Qingdao Sci-Tech Innovation Quality Testing Co., Ltd.;" "Shuang Xiang (Fujian) Electronics;" "Sino Superconductor Technology;" "Suzhou Chaowei Jingna Optoelectric Co.;" "Suzhou Sen-Chuan Machinery Technology Co., Ltd.;" "Tianjin Optical Valley Technology Co., Ltd.;" "TRI Microsystems;" "Wuxi Hengling Technology Co., Ltd.;" "Yunnan FS Optics Co., Ltd.;" "Yunnan Tianhe Optoelectronic Co., Ltd.;" et "Zhuzhou CRRC Special Equipment Technology Co.;"

² L'UVL rassemble les noms et les adresses d'entités étrangères parties à des transactions (exportation, réexportation ou transfert) impliquant des biens soumis à l'*Export Administration Regulations (EAR)*, et dont le *bona fides* (la bonne foi et la fiabilité des déclarations sur l'utilisation et l'utilisateur final) ne peut pas être vérifié par le BIS, pour des raisons en dehors du contrôle de l'administration américaine. L'exportation de biens ou de technologies américaines soumises à l'EAR à des entités figurant sur l'UVL se voit en conséquence interdite, et toute autre transaction de biens ou technologies américaines ne nécessitant pas l'obtention d'une licence conformément à l'EAR doit faire l'objet d'une notification (*UVL statement*). Par ailleurs, toutes les transactions en cours avec ces entités concernant des biens nécessitant l'obtention d'une licence dans le cadre du EAR sont suspendues.

Relations Chine-US : première visite officielle de Gina Raimondo en Chine

Du 27 au 30 août, la secrétaire du Commerce des Etats-Unis Gina Raimondo a effectué sa première visite officielle en Chine.

Le 28 août, un entretien a eu lieu à Pékin entre le ministre chinois du Commerce Wang Wentao et son homologue américain Gina Raimondo.

Selon [le communiqué chinois](#), Wang Wentao a mis l'accent sur les principales préoccupations chinoises comme « les droits de douane américains (*Section 301*) imposés sur les produits chinois, la politique en matière de semi-conducteurs, les restrictions à l'investissement bilatéral, les subventions discriminatoires, ainsi que des sanctions à l'encontre des sociétés chinoises ». Wang Wentao a également souligné que « la généralisation du concept de la sécurité nationale » n'est pas propice à des échanges économiques et commerciaux, et que la mise en œuvre de « mesures unilatérales et protectionnistes n'est pas conforme aux règles du marché et au principe de concurrence loyale »

Selon [le communiqué américain](#), Gina Raimondo a souligné l'importance de prendre en charge des intérêts des travailleurs et des entreprises américaines, et de garantir un traitement équitable et transparent des sociétés américaines en Chine. Elle a également souligné que les mesures américaines du contrôle des exportations sont étroitement ciblées sur les technologies ayant un effet clair sur la sécurité nationale américaine ou les droits de l'homme, et que ces mesures n'ont pas pour but de contenir la croissance économique de la Chine.

Selon les deux communiqués, les deux parties se sont mis en accord sur:

1. L'établissement d'un nouveau groupe de travail sur les questions commerciales – avec un mécanisme de consultation impliquant des représentants gouvernementaux des deux pays (niveau vice-ministre et directeurs) ainsi que des représentants du secteur privé. Le groupe de travail devrait travailler sur « des problèmes commerciaux spécifiques » et tiendra deux réunions au niveau vice-ministre par an, avec la première réunion aux Etats-Unis début 2024.
2. Une communication régulière au niveau du secrétaire/ministre sur les questions commerciales et économiques, impliquant une rencontre en personne au moins une fois par an.
3. Le lancement d'une plateforme « d'échange d'informations sur la mise en œuvre du contrôle des exportations » pour « réduire les malentendus sur les politiques respectives du contrôle des exportations entre les deux pays ». La première réunion s'est tenue à Pékin le 29 août au niveau Assistant Secretary.
4. La mise en place d'un groupe d'experts pour avoir des discussions techniques sur le renforcement de la protection des secrets commerciaux et des informations commerciales confidentielles au cours des procédures administratives d'octroi de licences.

Gina Raimondo a également eu des entretiens avec le Premier ministre Li Qiang (communiqué [chinois/américain](#)), le vice-Premier ministre He Lifeng (communiqué [chinois/américain](#)), et le ministre de la Culture et du Tourisme Hu Heping (communiqué [chinois/américain](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Huawei : le groupe de Shenzhen aurait mis en œuvre des solutions pour contourner les sanctions américaines et lancé un nouveau modèle de smartphone équipé de ses propres puces

D'après une présentation interne de la *Semiconductor Industry Association* (SIA) relayée par [Bloomberg](#), Huawei serait en train de construire un réseau secret de fabrication de semi-conducteurs à travers la Chine, qui lui permettrait de contourner les sanctions américaines. Pour rappel, Huawei étant placé sur l'*Entity List* américaine depuis 2019, l'exportation de technologies américaines vers le groupe de Shenzhen est fortement restreinte. [Bloomberg](#) rapporte que Huawei s'est lancé dans la production de semi-conducteurs l'année dernière et bénéficierait de financements publics estimés à 30 Mds USD de la part du gouvernement et de la municipalité de Shenzhen. Huawei aurait acquis au moins deux usines existantes et en construirait au moins trois autres, sous le nom d'autres entreprises, afin d'acheter indirectement des équipements américains de fabrication de semi-conducteurs et d'autres fournitures qui lui seraient autrement interdites. [Bloomberg](#) tient ces informations de la *Semiconductor Industry Association*, un organisme basé à Washington et qui rassemble les principaux fabricants américains de semi-conducteurs, ainsi que d'autres fabricants internationaux.

Par ailleurs, le 29 août, Huawei a lancé un nouveau modèle de smartphone, le Mate 60 Pro, de manière discrète et en avance sur le calendrier initialement prévu. Des revues techniques chinoises suggèrent, [comme le rapporte Nikkei Asia](#), que ce téléphone est le premier modèle 5G de Huawei équipé par ses propres puces, depuis la mise en place des sanctions américaines. Selon des vidéos de démontage, le nouveau modèle est équipé d'une puce mobile Kirin développée par Huawei et peut prendre en charge la connectivité 5G et les appels téléphoniques par satellite. Par ailleurs, Huawei aurait également produit ses propres puces Wi-Fi, Bluetooth et de gestion de l'énergie pour l'appareil. Huawei n'a toutefois pas directement communiqué sur les caractéristiques techniques de cet appareil.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

Environnement : 15 août 2023, 1^{ère} journée nationale de l'Écologie et publication du premier *Blue Book* sur les lignes rouges écologiques

Xi Jinping a proclamé le 15 août comme **journée nationale de l'Écologie** en Chine. A cette occasion, de nombreux articles théoriques (sur l'édification de la civilisation écologique en Chine sous la direction de Xi Jinping) ou plus concrets sur l'évolution du modèle économique et de la législation chinoise pour protéger l'environnement ont été publiés ([Quotidien du Peuple](#), [Quotidien de l'Économie](#), [Quotidien du Peuple](#), [China Daily](#), [CNS](#), [China Daily](#), [CNS](#)). Xi Jinping a rappelé l'intrication entre **développement de qualité et développement vert**, la nécessité de **renforcer la prise de conscience** et les engagements en matière de protection de l'environnement, de promouvoir le **passage d'un « double contrôle » de la consommation à un « double contrôle » des émissions carbone**, et de participer à la **gouvernance mondiale** environnementale et climatique. Les autorités ont également vanté les succès chinois en termes de décarbonation : les capacités non fossiles ont ainsi [quadruplé](#) en 10 ans (passant de 330 GW à 1380 GW).

A cette occasion également, la Cour Suprême populaire et le Parquet suprême populaire ont publié conjointement une [liste de dix litiges](#) d'intérêt public exemplaires engagés par les procureurs pour protéger l'environnement et une [interprétation judiciaire](#) précisant les peines applicables pour les crimes de destruction des ressources forestières. Par ailleurs, le **premier livre bleu (*Blue Book*) sur les lignes rouges de protection écologique** a été publié par le MNR. Il souligne que **30 % des terres chinoises sont maintenant protégées** (soit 3,15 millions km² dont 3 millions de terres et 150 000 km² d'océans) et explicite la méthodologie des lignes rouges écologiques, développée depuis 2011 (territoires à valeur écologique importante, dans lesquels les activités humaines sont strictement réglementées). Pour rappel, le processus de délimitation des lignes rouges écologiques s'est achevé en avril dernier ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 1^{er} mai 2023](#)). Le MIIT a annoncé quant à lui la volonté de construire 1000 usines vertes et 50 parcs industriels verts.

Climat : Croissance record des émissions de CO₂ de 10 % en *g.a.* au Q2 2023

Selon une analyse [publiée](#) dans Carbon Brief, les émissions de CO₂ ont **augmenté de 10 %** en *g.a.* au Q2 2023, soit plus que les niveaux record de 2021, principalement à cause de : 1) l'effet de comparaison avec le Q2 2022 affecté par les restrictions covid et donc peu d'émissions, et 2) les sécheresses de l'été qui ont provoqué une **chute de la production d'hydroélectricité** et donc une augmentation de la production au charbon pour compenser rapidement. **Sans ces facteurs conjoncturels, les émissions se seraient probablement stabilisées**, estiment les analystes. Le rebond des émissions est principalement attribuable à la production d'électricité à partir du charbon (+ 15 %) et aux transports, en particulier les transports de marchandises et les transports publics (+ 18 % de consommation de pétrole). De plus, l'économie en berne pourrait pousser le gouvernement à relancer des projets émissifs en carbone (construction d'infrastructures), et les approbations et constructions de centrales charbon et d'usines sidérurgiques à base de charbon continuent (*cf brève ci-dessous*).

Cependant, en parallèle, **les additions de capacités renouvelables sont en bonne voie pour couvrir toute la croissance attendue de la demande d'électricité**, ce qui pourrait laisser espérer que le pic d'émissions de l'électricité est en vue. En outre, l'utilisation croissante de véhicules électriques commence à avoir un impact notable sur la demande d'essence : la vente de VEN a représenté 28 % des véhicules vendus sur le S1 2023, et les

VEN représenteraient donc 7,5 % des véhicules sur la route. Sinopec a d'ailleurs [annoncé](#) que le pic de la demande d'essence pourrait arriver dès 2023, grâce aux VEN, soit 2 ans plus tôt qu'escompté.³

Energie : La Chine a construit 37 GW de nouvelles centrales à charbon sur le S1 2023

D'après un rapport du [CREA et GEM](#), suivant celui de [Greenpeace](#) il y a un mois ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 31 juillet 2023](#)), la Chine poursuit dans sa lancée expansionniste de centrales à charbon. Sur le S1 2023, **37 GW sont ainsi entrés en construction, 52 GW ont été approuvés, 41 GW ont été annoncés et 8 GW de projets classés ont été relancés**. La plupart de ces projets **ne respectent pas les critères du gouvernement**, à savoir servir de soutien aux EnR ou pour répondre aux pics de demande (le charbon étant censé devenir une énergie de soutien et de régulation dans un système dominé par les énergies décarbonées selon les autorités). **60 % des projets se situent ainsi dans des régions déjà en surcapacités d'électricité au charbon**, 70 % des régions qui ont approuvé le plus de projets ont déjà une très forte production d'électricité au charbon⁴, et 85 % des projets se situent dans des régions possédant ou planifiant des capacités thermiques bien plus importantes que leurs capacités d'EnR.

Depuis 2022, 152 GW ont été autorisés et 169 GW annoncés, ce qui dénote d'une accélération des permis par rapport aux deux précédents plans quinquennaux. Des 106 GW permis en 2022, 52 GW sont déjà entrés en construction. **Au total, 243 GW sont en cours de construction ou permis**, voire 392 GW si l'on inclue les projets annoncés ou en préparation. **Si tous les projets permis sont construits, les capacités installées de centrales à charbon augmenteront de 27 %**. Ce qui débouchera soit sur une augmentation de la consommation de charbon et donc l'augmentation massive des émissions carbone, soit sur une réduction de l'utilisation des centrales, les transformant en actifs échoués, étant donnée la volonté de Xi Jinping de réduire la consommation de charbon à partir de 2026. Il avait annoncé au même moment vouloir contrôler « strictement les projets de production d'électricité au charbon » ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 19 avril 2021](#)). A contrario, les projets accélèrent et le retrait des centrales décélère. Les autorités locales suivent en effet le schéma habituel de relance économique et de sécurité énergétique de très court terme, au détriment de considérations climatiques, économiques et énergétiques de long terme.

Par ailleurs, les **importations de charbon ont drastiquement augmenté** (+ 93 %), ainsi que la production domestique (+ 4,4 % en g.a.), cette dernière tendance s'amointrissant toutefois du fait d'une qualité médiocre du charbon domestique ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 17 juillet 2023](#)).

Cependant, si le développement rapide des capacités décarbonées se poursuit et que la demande électrique se stabilise, la production d'électricité au charbon pourrait décliner. La Chine a en effet installé des capacités record sur les 6 premiers mois de 2023, capables de couvrir 4 % de croissance d'électricité de la demande (elle était de 5 % sur le S1 2023) : **108 GW de capacités renouvelables** et 1340 TWh de production (78 GW de solaire, 23 GW d'éolien, 1,2 GW de nucléaire et 5 GW d'hydroélectricité).

Le rapport du CREA énonce pour finir quelques recommandations face à cette flambée de projets charbon : 1) contrôle strict des nouvelles capacités et rejet des permis pour les projets qui ne servent pas à stabiliser le réseau

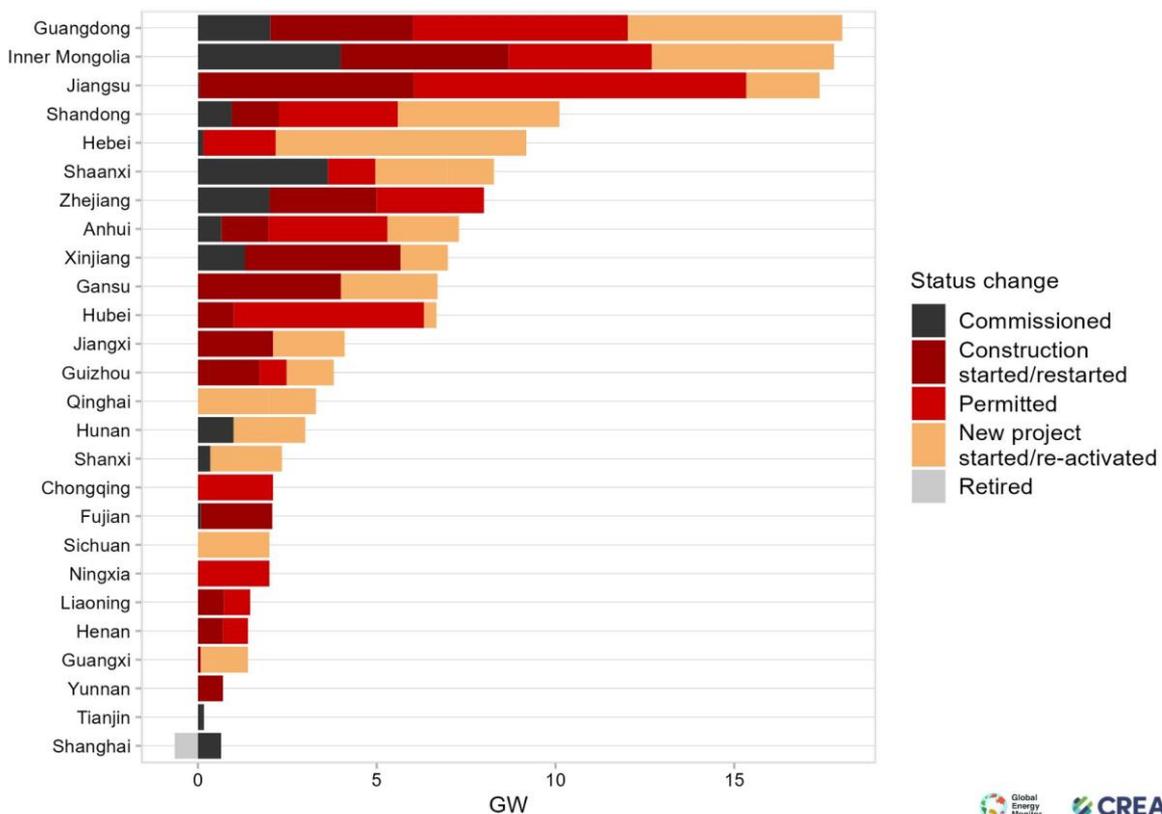
³ Les voitures individuelles utilisent de l'essence, tandis que les véhicules poids lourds utilisent plutôt du diesel.

⁴ Parmi les 10 provinces qui ont approuvé le plus de projets, 7 ont une production électrique largement dominée par le charbon : Zhejiang (85%), Guangdong (80%), Anhui (75%), Shaanxi (75%), Xinjiang (65%), Mongolie Intérieure (60%), et Gansu (50%). Les trois autres sont le Hebei, le Shandong et le Jiangsu.

ou à soutenir l'intégration des EnR, 2) accélération des investissements dans les EnR pour répondre à la croissance de la demande électrique, 3) accélération des investissements dans le stockage, la flexibilité et la transmission dans le réseau électrique et accélération des réformes du marché électrique qui permettront l'adoption de ces technologies déjà matures, 4) amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Coal power pipeline in China

Changes in project status, 2023H1



Energie : Réglementation visant à restreindre le développement de l'industrie carbochimique, jusqu'alors soutenue

Le 27 juillet 2023, la NDRC et 6 autres départements ministériels ont [publié une réglementation](#) visant le « **développement sain de l'industrie carbochimique⁵ moderne** ». Autrement dit : la **restriction de ce secteur** pour éviter la concurrence avec les centrales électriques et le chauffage au charbon, **l'exclusion des projets charbon à pétrole / gaz** (*coal-to-gas* et *coal-to-oil*) de la liste des industries pouvant être promues pour ne garder que les opérations charbon à produits chimiques (*coal-to-chemicals*) de plus grande valeur, et le **verdissement de l'industrie** (efficacité énergétique, utilisation de l'eau...). Les projets qui ne respecteraient pas les critères imposés d'efficacité énergétique devront rectifier leur situation d'ici fin 2025, ou seront éliminés ([30 %](#) des projets actuels). En effet, l'industrie carbochimique est très carbonée et polluante, et le taux de conversion du charbon en produits chimiques est peu efficace (< 50 %).

⁵ Transformation du charbon en molécules utilisables (gaz de synthèse, goudrons, plastiques...).

En 2017, [4 bases de démonstration](#) avaient été mises en place en Mongolie Intérieure, avec un objectif de 20 Mt de conversion de charbon chacune pendant la période du 13^{ème} Plan Quinquennal (objectif inscrit dans le « Programme-cadre pour le développement innovant de l'industrie chimique moderne du charbon » de la NDRC et du MIIT de 2017). Cet objectif ne sera pas poursuivi. L'industrie avait pourtant fait l'objet d'un [soutien politique important](#), dans la poursuite d'une plus grande sécurité énergétique (du charbon produit domestiquement pouvant produire des carburants liquides et du gaz actuellement majoritairement importés). Mais [l'échec de la campagne d'intensification de la production domestique de charbon](#), les importations ayant tout-de-même explosé en parallèle (+93 % au S1 2023 en *g.a.*, le charbon domestique étant de trop faible qualité), a sans doute modifié cette doctrine.

Cette réglementation suit le ralentissement de la promotion de la consommation de gaz. Après de fortes politiques de passage du charbon au gaz à partir des années 2010, l'attention mise sur la sécurité énergétique dès 2019 et renforcée en 2021 avec la guerre en Ukraine a vu le gouvernement modérer sa politique de soutien au gaz (aucune cible de consommation de gaz dans le 14^{ème} Plan, désincitation des projets de *coal-to-gas*).

Energie : Promotion du recyclage des déchets éolien et solaire

Le 21 juillet 2023, la NRDC, le MEE et 4 autres départements ministériels ont publié des [« orientations sur la promotion du recyclage et du démantèlement des équipements éolien et PV »](#), avec pour objectif d'établir un tel système d'ici **2030**, et des stations d'élimination des déchets dès 2025. Le document encourage **l'éco-conception** des équipements (légers, faciles à transporter, à démonter et à recycler), l'amélioration des **standards de recyclage**, la recherche **d'innovations technologiques** de recyclage, et fait peser **la responsabilité** du démontage et du recyclage des équipements sur **les producteurs d'électricité** éolienne et solaire. Ces orientations suivent celles spécifiques aux équipements éoliens publiées par la NEA en mai 2023, et qui encourageait les unités de plus de 15 ans à la rénovation, la durée de vie se situant entre 15-25 ans (1,25 GW en 2025 et 45 GW en 2030 des capacités éoliennes du pays auront atteint cette limite). La Chine représente 40 % des capacités mondiales éoliennes et 33 % des capacités mondiales solaires. Mais le recyclage de ces équipements est très peu développé, par manque d'incitations économiques (contrairement aux batteries dont les matières premières sont coûteuses). Les autorités prennent ainsi les devants pour éviter une arrivée massive de déchets d'équipements renouvelables dans une décennie.

Climat : Pénalisation des fraudes aux données d'émissions carbone

Le 9 août 2023, la Cour Suprême populaire, en collaboration avec le Parquet suprême populaire (le principal organe de poursuite pénale) - a déclaré que la [falsification des données sur les émissions carbone était un délit](#), créant une voie claire vers une pénalisation de ce problème récurrent en Chine ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 14 mars 2022](#)). Elle a rendu cette décision par le biais de sa quatrième interprétation judiciaire sur les crimes de pollution environnementale. Depuis 2018, Pékin réprime les "crimes environnementaux", mais ceux-ci perdurent faute de sanctions suffisamment significatives économiquement et d'un pouvoir punitif très limité du MEE (qui supervise la déclaration des données d'émissions). En mars 2021, les législateurs ont donc adopté un amendement au droit pénal qui alourdit les peines pour les délits de pollution de l'environnement.

Finance verte : la *Climate Investment and Financing Alliance* créée pour stimuler le financement des projets verts

Le 6 août 2023, la [Climate Investment and Financing Alliance](#) a été lancée, avec pour but de **développer les outils de finance verte en Chine et d'intensifier le soutien aux projets verts** (développer de nouveaux produits et services financiers verts, élargir les canaux de financement pour les entreprises, encourager la coopération en matière de finance verte entre les différents secteurs afin d'étendre l'échelle du marché). Cette Alliance est notamment composée de *China Beijing Green Exchange*, *Beijing Green Finance Association*⁶, des institutions financières, des entreprises d'énergie et de protection de l'environnement, et 23 villes et districts pilotes. En décembre 2021, le MEE avait publié un plan de travail sur des programmes pilotes en vue de favoriser l'investissement et le financement dans le domaine du climat, mobilisant institutions financières et autorités locales ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 3 janvier 2022](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

⁶ Lancé en février 2023, le *China Beijing Green Exchange* est une plateforme de trading intégrant différents services environnementaux (renforcement du prix carbone, quantification des émissions carbone, finance carbone...). Il a lancé des pilotes avec différentes provinces et villes, incluant Pékin, Shandong et le Shanxi. Créée par le Beijing Municipal Bureau of Finance, le Beijing Environmental Exchange, des entreprises fortement émettrices, des institutions financières, la BGFA représente ces entreprises auprès du gouvernement et participe à la conception et à l'élaboration des règles du marché carbone national.

Aviation civile, aéronautique, et spatial

Industrie aéronautique : COMAC et le géant chinois des batteries CATL lancent une entreprise commune

D'après les informations publiques d'enregistrement commercial, relayées par [Yicai Global](#), la société COMAC Times (Shanghai) Aviation Co., Ltd. a été créée le 19 juillet dernier avec un capital social de 600 MRMB (75,6 MEUR). Elle est détenue conjointement par Ningde Times New Energy Technology Co., Ltd. (CATL), leader mondial de la batterie Lithium-ion pour véhicules électriques, ainsi que par China Commercial Aircraft Co., Ltd. (COMAC) et Shanghai Jiaotong University Enterprise Development Group Co., Ltd. Le détail des ratios de participation n'a pas été communiqué. D'après les informations publiées, le champ d'activité de l'entreprise comprend la conception et la production de pièces d'avions civils (moteurs, hélices), les services de soutien aux opérations aéronautiques, la vente de batteries, etc.

Le représentant légal de la JV, Qian Zhongyan, est le directeur de l'institut de recherche COMAC et le concepteur en chef adjoint de l'avion monocouloir C919. Ni COMAC ni CATL n'ont fait de commentaires sur cette opération, mais selon certains spécialistes du secteur, CATL envisagerait d'utiliser ses batteries à condensation de nouvelle génération dans des avions électriques.

Aviation civile : Rencontre à Bruxelles entre le vice-administrateur de la CAAC et le directeur aviation de la DG Move

D'après les informations publiées par [la CAAC](#), M. HAN Jun, vice-administrateur de la CAAC, accompagné par une délégation de la CAAC, s'est rendu à Bruxelles le 21 août dernier et s'est entretenu avec une délégation menée par M. Filip CORNELIS, directeur de l'aviation de la DG Move. D'après la CAAC, les deux parties ont échangé sur le développement des carburants d'aviation durables, la mise en œuvre des marchés carbone, la R&D sur les avions à nouvelles énergies ou encore la réduction de la pollution dans les aéroports. La première réunion du comité mixte Chine-UE mis en place par l'accord bilatéral de la sécurité de l'aviation civile (BASA) s'est également tenue à cette occasion. Les deux parties auraient convenues de renforcer davantage la communication et les échanges à travers des mécanismes tels que le projet de partenariat Chine-UE sur l'aviation civile (APP), sur des sujets tels que le développement vert de l'aviation civile, les obligations de service public ou encore la supervision de la sécurité.

Du 22 au 23 août, la délégation de la CAAC a également rencontré les autorités de l'aviation civile de [la Belgique](#) puis [du Luxembourg](#) afin de mener des consultations aériennes, suivies par la signature d'un MoU concernant l'élargissement des droits de trafic entre la Chine et chacun des deux pays.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Economie : Taïwan table désormais sur une croissance de 1,6 % en 2023

Suite à une contraction de PIB au cours du premier trimestre de l'année 2023 (-3,31 %), Taïwan a enregistré, [selon les dernières prévisions de la Direction du budget, des comptes publics et des statistiques \(DGBAS\)](#), une croissance de 1,36 % au T2, notamment entraînée par la hausse importante de la consommation privée (+12,56 %). Pour l'ensemble de l'année, la DGBAS a révisé à la baisse, de nouveau, ses prévisions de croissance économique de l'île en 2023, la fixant à 1,61 % (contre 2,04 % fin mai dernier), atteignant le niveau le plus faible depuis 2015 (1,47 %). Ces prévisions s'alignent d'ailleurs sur celles dernièrement publiées par les principales institutions taïwanaises, telles que l'Academia Sinica (1,56 %), le CIER (1,60 %), et le TIER (1,66 %).

Selon la DGBAS, la consommation privée devrait progresser de 7,9 %, devenant le principal moteur de la croissance (+3,6 points) pour l'année 2023. Les dépenses publiques (+2,5 %) apportent également une contribution positive avec +0,3 point, alors que l'investissement accuse une baisse (-4,2 %) à hauteur de -1,2 point. Le commerce extérieur, quant à lui, contribue négativement à la croissance (-0,9 point), les exportations de biens, tout comme les importations, enregistrant une baisse de -9 % et -13 % respectivement.

Balance de paiements : l'excédent du compte courant diminue de près de 9 % au T2 2023

D'après la dernière publication de la Banque centrale de Taïwan (CBC) sur la balance des paiements, [l'excédent du compte courant s'est établi, au deuxième trimestre 2023, à 22 Mds USD](#) (contre 24 Mds au T2 2022), enregistrant une baisse de près de -9 % en glissement annuel. Cette baisse s'explique notamment par le déficit du commerce de services, qui s'établit à -2,5 Mds USD, en raison de l'augmentation des dépenses de voyages à l'étranger, ainsi que de la baisse des recettes issues du retour à la normale des tarifs de fret cargo. Le surplus du commerce de biens (21 Mds USD), principal contributeur, progresse de 41 % par rapport au T2 2022, l'affaiblissement des importations (-29 %) étant plus importants que celui des exportations (-20 %).

Par ailleurs, les sorties nettes du compte financier augmentent légèrement (+1,3 % en g.a.) pour atteindre 21 Mds USD au T2 2023 : les IDE enregistrent un solde négatif de -1 Md USD avec une hausse des sorties (3 Mds USD) et des entrées (2 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés diminuent avec un solde de -48 MUSD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif (-15 Mds USD), résultant des investissements des compagnies d'assurance taïwanaises dans les titres de créance (*Debt securities*) à l'étranger (19,2 Mds USD), plus importants que les investissements étrangers dans les actifs taïwanais (*Equity*) (3,8 Mds USD). Les autres investissements enregistrent un solde négatif de -4,5 Mds USD.

Finances : l'exposition du secteur bancaire taïwanais en Chine enregistre une nouvelle baisse

La *Financial Supervisory Commission* a indiqué récemment que [le secteur financier avait réduit son exposition au marché chinois, pour atteindre environ 1 120 Mds TWD \(33 Mds EUR\) à la fin du mois de juin 2023](#), principalement composé de 1 010 Mds TWD des banques taïwanaises (près de 30 Mds EUR), enregistrant une baisse de 15 % en

glissement annuel. L'exposition des assureurs taiwanais au marché chinois s'établit à 94,7 Mds TWD (2,8 Mds EUR), principalement des investissements dans les actions des entreprises chinoises). Elle diminue de 5 % par rapport à la fin du mois de juin 2022.

Suite aux révélations faites sur la mauvaise santé financière de certains groupes chinois, la FSC a annoncé que le montant d'exposition du secteur financier taiwanais sur Country Garden s'établissait fin juillet à environ 2,2 Mds TWD (64 MEUR). Les acteurs financiers de l'île ne semblent présenter aucune exposition sur Zhongzhi Enterprise Group.

Echanges bilatéraux : le commerce entre la France et Taïwan enregistre une légère baisse au cours du premier semestre 2023

Selon les derniers chiffres des douanes françaises, le commerce de biens entre la France et Taïwan a atteint 3,8 Mds EUR au S1 2023, soit en baisse légère de -0,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations françaises progressent de 9 % pour atteindre 1,4 Md EUR. Hors secteur « Matériels de transport » (342 MEUR, soit +22 % en glissement annuel), nos exportations enregistrent une hausse de près de 6 %. Parmi les autres produits les plus demandés, les « Produits informatiques, électroniques et optiques », 1er poste d'exportation hors aéronautique, progressent de 40 % à 297 MEUR, tout comme les « Produits des industries agroalimentaires (IAA) » (153 MEUR, +0,2 %) et les « Textiles, habillement, cuir et chaussures » (146 MEUR, +21 %), alors que les « Produits chimiques, parfums et cosmétiques » (175 MEUR, -15 %) accusent une baisse. Les importations en provenance de Taïwan diminuent de -5,4 % pour atteindre 2,4 Mds EUR, avec notamment la baisse des achats de « Produits informatiques, électroniques et optiques » (1,2 Md EUR, -2,4 %), de « Produits métallurgiques et métalliques » (264 MEUR, -6,7 %) et de « Matériels de transport » (261 MEUR, -8,6 %). Au final, notre déficit commercial avec Taïwan diminue de 20 % pour s'établir à 1 Md EUR.

Deux rives : les importations taiwanaises vers la Chine de polycarbonate soumises à des tarifs anti-dumping depuis le 15 août 2023

Le [ministère des affaires économiques \(MOEA\)](#) estime qu'il existe, à court terme, un impact pour les entreprises taiwanaises du secteur (Formosa Chemicals & Fibre Co., Idemitsu Chemicals Taiwan Co., Chimei Co., et Chilin Technology Co., etc...). Certaines de ces entreprises ont indiqué envisager d'établir un site de production en Chine pour contourner ces nouvelles mesures ; d'autres cherchent à diversifier leurs débouchés vers l'Europe, les Etats-Unis, l'Asie du Sud-Est, la Turquie et l'Afrique du Nord.

Selon les statistiques des douanes taiwanaises, les exportations taiwanaises de polycarbonates s'élèvent à un peu plus de 1 Md USD en 2022. La Chine reste le premier client de l'île avec une part de 78 %, suivie de Hong Kong (5 %), du Vietnam (4,1 %), du Japon (2,5 %) et de la Corée du Sud (2%). Il est à noter que les ventes taiwanaises de polycarbonates vers la Chine (828 MUSD en 2022) représentent moins de 1 % du total des exportations à destination du continent (121 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Chrisian Gianella

Rédacteurs : Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Arthur Quinquenet, Furui Ren, Camille Bortolini, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Pierre Couturier, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé

Revu par : Hannah Faton

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dtresor.gouv.fr

